

Édito

ALMÉMOS (Alsace Mémoire du Mouvement Social) tient le coup, et même progresse.

Ce n'était pas gagné d'avance. La rumeur, dans le petit monde universitaire, voulait que le mouvement ouvrier et le syndicalisme des salariées ne soient plus des objets historiques dignes d'intérêt. D'ailleurs, nous dit-on, le marché, marqueur suprême, a tranché : « l'histoire sociale » ne se vend pas dans les librairies. L'effondrement du système totalitaire soviétique et le démantèlement de l'État-Providence, inspiré par les socialismes réformistes et les théories keynésiennes, mettraient en désuétude, voire frapperaient d'interdit l'analyse de phénomènes, d'organisations et d'hommes qui occupaient, autour de 1968, tant de place dans la production éditoriale dans toute l'Europe de l'Ouest. Alors que s'ouvrent les archives de part et d'autre de l'ancien « rideau de fer », alors que tant d'acteurs et de témoins sont décidés à parler, alors que les sciences sociales nous proposent de nouveaux instruments de travail, faut-il abandonner ce champ de savoir à « la critique rongeuse des souris » ?

L'année 2004 s'est bien terminée pour nous avec la publication rapide d'un livre réunissant les communications, les témoignages, les documents et les débats de notre colloque du 13 mars 2004 « De la CFTC à la CFDT ». C'est

un bel exploit à l'actif de nos équipes scientifique et technique. Il a été rendu possible par le soutien financier que nous ont apporté la Région Alsace, le Département du Bas-Rhin et la Ville de Strasbourg, ainsi que l'Union régionale CFDT. Nous avons encore plus d'ambitions pour 2005.

Rappelons d'abord que notre association est la correspondante alsacienne de la rédaction du « Maitron », le *~ r D ´ r f ~ q2 r © V g © 2 ´ o r > ½W² N ½² ! f ½¿ Wy* *~ © 2 ~* *Éditions K4* volumes (1789-1939) ont paru de 1964 à 1997 aux Éditions ouvrières (devenues Éditions de l'Atelier). La cinquième série (1940 – 1968) de ce projet gigantesque devrait commencer à sortir, sous le titre nouveau de *~ r D ´ r f ~ q2 r © W² g © 2 ´ o r > ½W² N ½² ! f, ½¿ Wy* à l'automne prochain sous la houlette de notre ami, Claude Penetier. Le calendrier prévoit l'édition de deux volumes par an jusqu'à l'automne 2010. Chaque tome comprendra, dans sa version papier, une introduction thématique et les notices des « indispensables ». Un Cédérom d'accompagnement permettra d'étendre considérablement le nombre des biographies et d'y joindre des documents iconographiques et autres. Il faut donc se mettre au travail pour terminer les lettres C et D à paraître en 2006 et commencer les lettres suivantes. Nos adhérents et nos

Février 2005

Sommaire

Édito

Par Léon Strauss 1

Notices

Rosenblatt Marcel 2

Muller Émile 3

Naegelen Marcel Edmond 4

Publication

De la CFTC à la CFDT 6

Séminaire du 12 mars

Le vote de gauche en Alsace 7

Annonce

du colloque 2005 7

Renseignements pratiques

Assemblée générale 8

Adresses 8

Bulletin d'adhésion 8

amis sont invités à nous proposer des noms de dirigeants, d'élus, de militants politiques, syndicaux, mutualistes, coopératifs, associatifs et d'intellectuels à retenir. Nous voulons aussi contribuer à renouveler et à diversifier les connaissances sur l'histoire politique, sociale et culturelle de notre région dans les deux derniers siècles. Cette volonté d'aborder de nouvelles problématiques et de revisiter les idées reçues est à

l'origine de nos deux prochaines initiatives. Samedi 12 mars 2005, à l'Institut d'Études Politiques de Strasbourg, à l'issue de notre Assemblée générale, nos membres et leurs invités entameront, en séminaire interdisciplinaire, un travail de longue haleine sur les particularités du vote de gauche en Alsace. À la mi-novembre, Almèmos organisera un colloque consacré à l'histoire des syndicalismes enseignants en Alsace depuis 1919, ainsi qu'aux questions scolaires spécifiques à l'Alsace-Moselle, notamment le bilinguisme.

Une grande historienne du Mouvement social qui vient de disparaître était liée à notre histoire alsacienne. Le premier poste d'enseignante de Madeleine Amoudruz avait été le Lycée de jeunes filles de Mulhouse. C'est à Mulhouse qu'elle rencontra, en 1946, Jean Rebèrioux, secrétaire départemental du SNES et de la Fédération générale de l'Enseignement CGT (qui allait devenir la FEN). Madeleine Rebèrioux fut conseillère municipale (communiste) de Mulhouse. Jusqu'à ces dernières années, des attaches familiales l'amenaient fréquemment à Strasbourg. Almèmos se joint aux nombreux hommages rendus à la militante indomptable du mouvement ouvrier, de l'anticolonialisme et des droits de l'Homme, à la pionnière du renouveau universitaire de 1968, à la directrice de la revue *Ź W² ! f ½i Wy W- et à l'indes u²* animatrices du « Maitron », à la vice-présidente du Musée d'Orsay, à l'historienne rigoureuse et talentueuse de Jean Jaurès et de son époque.

Léon Strauss

ROSENBLATT Marcel Ernest

Député (Mulhouse 17-12-1908 – Strasbourg 28-11-1973) d'un père cheminot et d'une mère femme de ménage. Épouse à Mulhouse le 30-7-1932 Anne Elisabeth dite Elise Kaufmann, ouvrière du textile (Bâle 26-3-1900 – Strasbourg 11-3-1986).

Le jeune Rosenblatt entreprit, en 1923 un apprentissage de serrurier à la Manurhin, puis exerça divers métiers à Mulhouse et dans différentes régions de « l'intérieur » de la France. Il fut l'un des fondateurs du syndicat du bâtiment CGTU de Mulhouse en 1927. Après son service militaire en 1929-1930, il dirigea une grève en 1932 et fut arrêté à cette occasion, mais libéré à la suite d'une manifestation des grévistes. Dirigeant du comité des chômeurs du Haut-Rhin, il devint permanent de son syndicat avec le titre de président jusqu'au début de 1936 et membre du bureau de l'Union locale unitaire. Membre du parti communiste SFIC depuis 1932, il suivit les cours de l'École léniniste internationale à Moscou en 1934-1935 sous le pseudonyme d'Ernest Romain. Il s'établit à Strasbourg en décembre 1935 pour y occuper les fonctions de secrétaire de la région communiste d'Alsace. Peu après, au congrès de Villeurbanne, il fut élu membre suppléant du Comité central du PCF. Il y déclara que les communistes d'Alsace continueraient à faire une politique spécifiquement alsacienne, allant jusqu'au séparatisme. Il fut titularisé au congrès d'Arles en décembre 1937, où il prit la parole pour évoquer les aspirations particulières du « peuple alsacien et lorrain », tout en soulignant que l'unique garantie de son salut résidait dans son union avec le peuple de France. En avril 1939, il fut candidat à l'élection législative partielle de Mulhouse et il se désista au second tour en faveur du socialiste Jean Wagner. Il était également directeur politique de l'édition allemande de *L'Humanité*, publiée à Strasbourg et dont le rédacteur en chef était le mystérieux Lucien Iltis. Mobilisé en 1939-1940, il rentra sur l'ordre du parti clandestin de Dordogne en Alsace annexée. Quelques heures après son arrivée à Strasbourg, le 23-9-

1940 il fut arrêté par la Gestapo, interné au camp de Schirmeck, puis déporté le 25-3-1941 au camp de concentration de Dachau. Il y participa à l'organisation communiste clandestine. Rapatrié à Strasbourg le 14-5-1945, il prit le secrétariat de la fédération du Bas-Rhin (jusqu'en mars 1950, où il fut remplacé par Alphonse Boosz, et la direction politique de *L'Humanité d'Alsace et de Lorraine*, dont le tirage dépassait en janvier 1946 60 000 exemplaires. Par contre, accusé par un dirigeant de l'organisation communiste internationale de Dachau de sympathie pour le trotskysme, il ne fut pas réélu au Comité central par le Congrès de juin 1945. Tête de la liste communiste, élu avec 13,4% des suffrages exprimés à la première Assemblée constituante en octobre 1945, il représenta le Bas-Rhin au Palais Bourbon jusqu'au 2 janvier 1956. Il y intervint en janvier 1946 en faveur de l'introduction des lois laïques en Alsace et en Moselle. Par contre, il se prononça en 1948 pour l'abrogation des dispositions restrictives sur l'usage de l'allemand dans la presse régionale introduites à la Libération. Il déposa par la suite sans succès plusieurs propositions de lois sur l'introduction du bilinguisme dans les écoles et la vie publique dans les trois départements. Lors du débat de juillet 1946 sur les Alsaciens et Lorrains incorporés de force dans l'armée allemande retenus en URSS, il rejeta la responsabilité de cette situation dramatique sur ceux qui avaient voté les pleins pouvoirs à Pétain comme Henri Meck ou ceux qui, à la radio de Londres, avaient « préconisé la soumission ou la désertion au lieu d'appeler à la formation de détachements de partisans sur le sol national ». La question des « prétendues disparitions en Union Soviétique » n'était, selon lui, qu'un prétexte servant à la « préparation à la guerre ». Le 30 novembre 1947, il s'adressa du balcon de *L'Humanité* à des manifestants venus exprimer leur sympathie au journal dont une édition spéciale venait d'être saisie par la police en dénonçant la « politique boche » du gouvernement Robert Schuman. Le 3-12-1948, il protesta à l'Assemblée nationale contre une déclaration d'anciens nazis en zone d'occupation américaine réclamant

le retour de l'Allemagne à ses frontières de 1914, donc la réannexion des trois départements, il reprocha au gouvernement Queuille de ne pas avoir réagi et quitta la tribune en chantant « Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine. » En janvier 1951, il adressa une circulaire aux maires du Bas-Rhin leur demandant de signer un appel contre le réarmement allemand. En avril 1951, le bruit courait qu'il serait remplacé par Alphonse Boosz à la tête de la liste pour les prochaines élections législatives. Après les élections de 1951, il fut question de son invalidation. Le sous-préfet d'Erstein, craignait dans l'éventualité de la disparition de « la soupape de sûreté » que représentait la présence d'un représentant communiste au parlement, le développement de l'agitation sociale sur une grande échelle. En février 1953, il fut le seul parlementaire alsacien à ne pas voter l'amnistie des treize Alsaciens incorporés de force dans la Waffen-SS qui avaient participé au massacre d'Oradour et qui venaient d'être condamnés dans le procès de Bordeaux. Le mois suivant, il prit une part importante dans la procédure d'exclusion du parti contre Albert Erb et Léonard Keim, qui avaient désapprouvé l'attitude du PCF dans cette affaire. Le 7-11-1956, tandis qu'il gardait les locaux strasbourgeois du parti assiégés à la suite des événements de Budapest, des manifestants, étudiants pour la plupart, saccagèrent son appartement : une partie du mobilier fut incendié après avoir été jeté dans la rue. Après sa retraite, R. présida la commission départementale des retraités CGT et représenta la CGT au Conseil d'administration de la Caisse régionale d'assurance-vieillesse. Il était également président de la section du Bas-Rhin du Mouvement de la Paix.

Sources

ABR D 286 (348), 544 D 3, 7, 8; autobiographie manuscrite, 1971; questionnaire rempli par son fils en novembre 1981; témoignage d'Alphonse Boosz, secrétaire fédéral à l'organisation, puis premier secrétaire fédéral du Bas-Rhin; archives du Komintern, CRCEDHC, Moscou, 490 270 251. *Humanité*, Strasbourg, 1936-1939; *Humanité d'Alsace et de Lorraine* (1944-1958), puis *Humanité Sept Jours*, Strasbourg, (1959-1973); Als. du 1-12-1973; *Le Monde*, du 30-11-1973;

Huma 7 jours, des 27-11-1975 (photo), 24-6-1977, 25-11-1983; *DNA* du 13-3-1986. G. Heumann et M. Rosenblatt, « Les répercussions d'octobre en Alsace et en Lorraine, *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez*, 1967, n°7/8; B. Reimeringer, « Un communisme régionaliste? Le communisme alsacien », in G. Livet et Chr. Gras (dir.), *Régions et régionalismes en France du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, 1977, p. 361-392; Laurent Adam, *Histoire du parti communiste en Alsace de la Libération à 1958*, maîtrise, Strasbourg II, 1981; Christine Frantz, « Parti communiste », *EA*, 10, p. 5859-5866; *EA*, 11, 1986, p. 6509; L. Strauss, « L'Alsace-Lorraine » in J.-P. Rioux, etc. (dir.), *Les communistes français de Munich à Châteaubriant*, Paris, 1987, p. 369-387; *Maitron* XL, 1991, p. 306-308 (et XLIV à paraître).

Plusieurs photos inédites dans l'article de Christine Frantz.

Léon Strauss

MULLER Émile

Né à Mulhouse le 20 avril 1915, mort à Mulhouse le 12 novembre 1988.

Émile Muller, fils d'Auguste M. et de Léonie Staffel, a fréquenté l'École technique de Mulhouse, et il travailla comme typographe à partir de 1929. Il épousa le 15 octobre 1936 Marie-Louise Walter: le couple eut trois enfants. Membre de la SFIO depuis 1929, il fut de 1947 à 1953 secrétaire permanent de la Fédération socialiste SFIO du Haut-Rhin. De 1953 à 1976, il dirigea l'imprimerie Union. Quand Jean Wagner succéda à Auguste Wicky à la mairie de Mulhouse en janvier 1947, Émile Muller, le plus jeune conseiller municipal, devint adjoint au maire. Après l'intermède municipal RPF (1947-1953), il retrouva cette fonction et, après la mort de Jean Wagner, le 20 septembre 1956, il lui succéda à la tête d'une municipalité où la SFIO s'était alliée au Centre et à la Droite. Aux élections cantonales d'avril 1958, il fut élu au Conseil général du Haut-Rhin, dont il devint vice-président. Aux élections législatives de 1958, Émile Muller fut élu député de Mulhouse-Ville. Au second tour des municipales de 1959, la SFIO fit à nouveau alliance avec le MRP, l'UNR et les Indépendants et réussit ainsi à garder la mai-

rie tout en éliminant l'opposition communiste. Muller perdit pourtant en 1962 son siège de député au profit d'un gaulliste. En 1964, il fut le seul socialiste à conserver un siège au Conseil général du Haut-Rhin. L'année suivante, il reconduisit l'accord municipal avec le MRP, les gaullistes dissidents et les Indépendants et fut donc réélu maire. Aux législatives de 1967, candidat FGDS, il fut battu au second tour par l'UNR Zimmermann. Ayant perdu le siège de député, il voulut absolument conserver celui de maire. Mais, en 1969, l'orientation à gauche du Nouveau Parti socialiste l' alarma car elle mettait en péril son Entente communale avec la droite. En juin 1969, il lança un appel en faveur d'un grand parti travailliste regroupant sociaux-démocrates et centristes. Le même mois, il rompit avec la nouvelle direction fédérale conduite par Édouard Boeglin et Eugène Riedweg et refusa de participer au congrès d'Issy-les-Moulineaux. En octobre 1969, grâce à la mobilisation des employés municipaux, il réussit à se faire à nouveau désigner comme secrétaire de la section socialiste de Mulhouse. Avec le soutien d'Alphonse Kiefer, il fit voter une motion rejetant toute association avec le Parti communiste. Au congrès fédéral de février 1970 à Colmar, il tenta d'imposer cette ligne politique et de reprendre le contrôle de la Fédération: mis en minorité, il refusa de s'incliner et quitta le PS. En mars 1970, il fut réélu conseiller général sous l'étiquette « Démocratie socialiste ». Le 24 mars, avec 47 membres de sa section, il fonda le Parti de la Démocratie socialiste (PDS), devenu Parti social-démocrate (PSD) l'année suivante, mais ce mouvement ne réussit pas à s'implanter en dehors de sa ville, tout en portant un rude coup au socialisme mulhousien. En 1972, son principal allié lors de la scission, Alphonse Kienzler, rompit avec lui et constitua un groupe municipal d'opposition, « Mulhouse Demain » avant de se rallier en 1981 à Giscard d'Estaing. En 1973, avec Max Lejeune, autre ancien de la SFIO, Muller fonda le Mouvement des Démocrates sociaux de France (MDSF), dont il assura la vice-présidence. La même année, le MDSF adhéra au Mouvement réformateur de Lecanuet et Servan-Schreiber. Aux élections législatives de 1973, Muller retrouva son siège de dé-

puté, grâce aux voix centristes apportées par son suppléant André Erbland. Au premier tour des élections présidentielles de 1974, Émile Muller se présenta sous l'étiquette de la Social-Démocratie : il recueillit 0,69 % des voix au plan national et 11,70% des suffrages dans sa ville de Mulhouse, où François Mitterrand en obtenait 37 %. Il fut pourtant réélu au Conseil général en 1976 ; sa liste d'Entente municipale (MDSE, CDS, Parti républicain, radicaux, UDR) fut réélue en 1977 et il garda son siège de député en 1978. Au début de l'année 1981, il démissionna de ses fonctions de maire et fit élire Joseph Klifa. Aux élections législatives de 1981, il ne parvint qu'à rassembler 18,85 % des suffrages au premier tour et refusa de se désister au profit d'A. Kienzler. Au scrutin de ballottage, le nouveau leader du socialisme mulhousien, Jean-Marie Bockel fut élu.

Durant ses mandatures municipales, furent construits à Mulhouse le quartier de Bel Air, la place de l'Europe, le quartier des Coteaux, le stade nautique, les halles de la place du 14 juillet, le pont Charles Stoessel, la Cour de l'Europe. Il ouvrit aussi le chantier de l'hôpital du Moenchsberg, ainsi que le Musée du Chemin de Fer. Alors que la crise du textile sévissait en permanence pendant cette période, l'implantation de Peugeot (1961) fut largement facilitée par la création du Syndicat intercommunal pour les zones industrielles de la région mulhousienne.

Léon Strauss

village, afin de se perfectionner en allemand. Études au lycée de Belfort, à l'École normale d'instituteurs de Paris-Auteuil et à l'École normale supérieure de Saint-Cloud. Il avait adhéré en 1912 au Parti socialiste SFIO. Mobilisé en 1914, il combattit notamment en Champagne, où il fut blessé (1915) et à Verdun. Démobilisé à Strasbourg en août 1919, il y fut nommé professeur de lettres à l'École normale d'instituteurs (protestante), où il enseignait sous l'uniforme depuis novembre 1918, et il continua à militer au Parti socialiste. Président (puis en 1939 président d'honneur) de la section du Bas-Rhin du Syndicat national des instituteurs et militant de la Ligue des droits de l'homme et de la Ligue de l'enseignement (Cercle Jean Macé), il fit sans cesse campagne pour l'introduction des lois laïques en Alsace et en Moselle. Il fut candidat sur la liste socialiste aux élections législatives de 1924 dans le Bas-Rhin. Élu sur la liste socialiste et radicale de Jacques Peirottes aux élections municipales de Strasbourg en 1925, il devint adjoint au maire. Conseiller municipal d'opposition à la municipalité du communiste dissident Hueber en 1929, il fut adjoint du maire démocrate (Centre droit) Charles Frey à partir de 1935. Il se présenta sans succès au premier tour des élections législatives de 1928 à Molsheim contre l'UPR Henri Meck. En 1932 et 1936, candidat à Strasbourg 2, il fut battu au second tour par l'ex-communiste Mourer. Il avait été plusieurs fois candidat aux élections cantonales, notamment à Schirmeck en 1925, mais il ne fut élu au conseil général que le 17-10-1937, en battant l'autonomiste pro-nazi Charles Roos à Strasbourg-Est. Membre de la Commission administrative permanente de la SFIO depuis 1926 (sauf de juin 1929 à mai 1934), il devint en 1931 vice-président de la Fédération socialiste du Bas-Rhin et succéda en 1935 à Peirottes à la présidence de cette Fédération et à la direction politique de son quotidien, *Freie Presse*. Très sensible à la menace nazie, il dénonça l'aile pacifiste du parti, lors du 35^e congrès socialiste de juin 1938. Le 17 juin 1939, il fut élu président de la nouvelle Association des Amis de la Presse libre du Bas-Rhin. Il prépara par une mission à Périgueux en avril 1939, puis il dirigea en septembre l'évacua-

tion de la population strasbourgeoise vers la Dordogne. Il fut ensuite adjoint au maire délégué à Périgueux. Après l'armistice de juin 1940, resté dans cette ville, il participa à la rubrique littéraire du quotidien, maréchaliste mais relativement non-conformiste, *Le Mot d'ordre*, publié à Marseille par L.-O. Frossard, et dont son frère, René N., était secrétaire général. Il enseigna à l'École normale, mais le gouvernement de Vichy continua à lui verser son indemnité d'adjoint au maire de Strasbourg. Il participa à la résistance au sein du mouvement « Combat ». Selon Henri Meck, il aurait refusé de participer en 1942 à Vichy à une réunion des élus alsaciens, convoqués pour adopter une protestation contre l'incorporation de force, qu'il jugeait inopportune. Dès septembre 1944, « monté » à Paris, il entra au Comité directeur du Parti socialiste SFIO et s'y montra un adversaire déterminé de l'unité organique avec le Parti communiste. Il fut aussi membre du comité directeur du Mouvement de Libération Nationale et délégué à l'Assemblée consultative provisoire au titre de la Résistance métropolitaine. Il se rallia le 10-11-1944 à la proposition du Mosellan Alexis Wiltzer de créer une commission spéciale d'Alsace et de Lorraine, tout en approuvant la demande d'unification législative du syndicaliste Charles Laurent. Vice-président, puis président de la commission des affaires d'Alsace et de Lorraine, il s'y fit le porte parole de l'Alsace au cours de la séance solennelle où fut annoncée l'entrée de la 2^e DB à Strasbourg. Le 26-11-1944, il rentra à Strasbourg, reprit ses fonctions d'adjoint au maire et de président de la fédération socialiste SFIO du Bas-Rhin et siégea à partir du 26-1-1945 au Comité départemental de Libération. Quand l'offensive allemande du 2 janvier 1945 menaça Strasbourg, il fut reçu par le général de Gaulle, qui le chargea de transmettre à la population l'assurance que la France avait pris toutes les dispositions nécessaires pour rendre impossible le retour de la Wehrmacht. Réélu en octobre 1945 au conseil municipal en tête des listes de la Gauche unie dans deux cantons dès le premier tour, il commit l'erreur de refuser la « proportionnelle volontaire » et de prendre à nouveau la tête de la liste de l'Union républicaine démocratique et antifasciste dans les trois autres cantons.

NAEGELEN Marcel-Edmond

Homme politique, écrivain, journaliste. (Belfort 17-1-1892 – Paris, 16^e, 15-4-1978).

Fils de Joseph N., originaire de Wegscheid, boulanger-épicière, conseiller municipal radical-socialiste, et de Marie Ober, originaire de Bourbach-le-Bas, boulangère. Épouse le 28-3-1920, à Maubourguet, Hautes-Pyrénées, Marcelle Joséphine Albertine Marie Moulédous. Un fils. Le jeune N. passait ses vacances chez sa grand-mère maternelle à Bourbach-le-Bas, il y apprit le dialecte alsacien et profita même du décalage des dates des congés scolaires, pour fréquenter l'école du

Il perdit ainsi toutes chances de devenir maire de Strasbourg. Charles Frey, élu par 17 voix contre 15 à Naegelen, en fit pourtant son premier adjoint. Il fut réélu aussi au conseil général à Strasbourg-Est. Député du Bas-Rhin à la première Assemblée constituante, il devint vice-président de cette Assemblée, président du groupe parlementaire socialiste et président de la Haute-Cour de Justice (31-12-1945-26-1-1946). Il fut réélu député du Bas-Rhin à la deuxième Assemblée constituante le 2-6-1946, puis à l'Assemblée Nationale le 10-11-1946. Il fut aussi réélu au conseil municipal en octobre 1947, mais le groupe socialiste (réduit à 5 sièges) était désormais dans l'opposition au maire Frey. Choisi le 26-1-1946 comme ministre de l'Éducation nationale par Félix Gouin, il conserva ce poste dans les gouvernements Bidault, Blum, Ramadier et Schuman jusqu'en février 1948. Parmi les principales réalisations de ce long ministère, on peut citer la réorganisation du Conseil supérieur de l'Éducation nationale, le reclassement des enseignants dans la grille hiérarchique de la fonction publique, la création de séries techniques du baccalauréat, la réorganisation des Écoles normales primaires. Partisan de la nationalisation de l'enseignement privé et de l'extension des lois laïques à l'Alsace et à la Moselle, il se heurta à plusieurs reprises à Fonlupt-Esperaber, député MRP du Haut-Rhin, défenseur du statut scolaire local. Le 12-2-1948, il fut nommé gouverneur général de l'Algérie pour remplacer Yves Chataigneau considéré comme « arabophile » et « marxiste » par les représentants des colons. Parlementaire en mission, sa nomination fut renouvelée à cinq reprises pour six mois malgré des difficultés d'ordre juridique. Chargé d'appliquer le nouveau statut de l'Algérie, il se heurta au nationalisme algérien, qu'il assimilait à l'autonomisme alsacien d'avant-guerre. Convaincu que tous les moyens étaient bons pour maintenir la souveraineté française absolue, il permit à l'administration d'organiser la fraude électorale dans le deuxième collège (citoyens de statut local) lors des élections à l'Assemblée algérienne d'avril 1948 et de février 1951. Cette dérive fut dénoncée à plusieurs reprises à la tribune de l'Assemblée nationale par Fonlupt-Esperaber. Il aurait fait

pression sur le Garde des Sceaux René Mayer, député d'Algérie, pour l'empêcher de proposer la grâce de Joseph Rossé. Son œuvre réformatrice ne fut pas négligeable : augmentation des salaires agricoles, création d'un système de sécurité sociale, équipement des villages de l'intérieur, construction d'écoles, fusion des enseignements primaires européens et indigènes, égalité des droits pour les anciens combattants musulmans, recrutement des caïds par concours, interdiction des méthodes brutales dans les interrogatoires policiers. Il aurait prévenu le gouvernement que les nationalistes préparaient une insurrection armée, mais n'aurait pas été pris au sérieux. En conflit avec son propre parti, parce qu'il refusait de lever une sanction prise contre un administrateur qui s'était refusé de collaborer à sa politique électorale, il démissionna le 16-3-1951 et quitta Alger le 15-4. Résidant désormais à Paris, il abandonna l'Alsace, où son parti connaissait une baisse sensible d'influence, du fait du développement du gaullisme politique. En juin 1951, il fut élu député des Basses-Alpes, où s'était établi son fils, médecin, et réélu en 1956. Très méfiant envers le peuple allemand qui « n'est pas un peuple comme les autres », il s'opposa à son réarmement dans le cadre de la Communauté européenne de défense. À plusieurs reprises, le président de la République Vincent Auriol, qui l'avait en haute estime, songea à lui confier la présidence du Conseil. En décembre 1953, il fut candidat de la SFIO à la présidence de la République, il obtint même le soutien des communistes, mais il fut battu au douzième tour par René Coty par 328 voix contre 477. En mai 1954, le gouvernement Laniel lui proposa le poste de résident général au Maroc, mais le comité directeur socialiste lui demanda de refuser cette offre. A partir de 1955, il s'engagea publiquement dans le camp de l'Algérie française. Lors de la crise de mai 1968, tout d'abord opposé au retour au pouvoir du général de Gaulle, il vota son investiture le 1-6-1958 et se prononça pour le « oui » au référendum constitutionnel. Battu aux élections législatives de novembre 1958 dans les Basses-Alpes et atteint de la maladie de Parkinson, il se retira de la vie politique. Auteur de romans, poèmes, pièces de théâtre. Il fut vice-prési-

dent (1928-1940), puis président de la Société des Écrivains d'Alsace et de Lorraine (1945-1958) et président du Théâtre alsacien de Strasbourg. Il était membre de l'Académie des Sciences coloniales (puis d'Outre-Mer) depuis 1950. N. fut enterré religieusement à Maubourguet (Hautes-Pyrénées). Légion d'honneur (commandeur, 1951), Croix de guerre 1914-1918, Médaille Militaire, Croix de guerre 1939-1945 avec palme, Médaille de la Résistance avec rosette. Œuvres : *Les frissons de l'enfance*, poésies, Besançon, 1908 ; *L'immortelle espérance*, poèmes, La Ghilde ; « Les Forgerons », Paris, 1917 (2^e éd., Charlot, Alger, 1949) ; *La conversion de Georges Burkhardt, instituteur alsacien*, roman (préface de Georges Delahache), *Les Dernières Nouvelles*, Strasbourg, 1922 (prix Jean Revel, 1923) ; réédition, Albin Michel, Paris, 1923 ; *Le revenant*, roman, Éditions Kosmos, Strasbourg, 1927 ; *Histoires et figures d'Alsace*, Strasbourg, Librairie de la Mésange, 1928 ; *Les morts reviennent*, « Vermisst », drame en un acte en prose, Strasbourg, 1930 ; *So sinn mer halt. Luschtspiel in drei Akt*, Éditions des Dernières Nouvelles, Strasbourg, 1931 ; *D'Ferme Iltis*, Drama in 3 Akt, Strasbourg 1931 (2^e édition, 1939) ; *La grande pitié du livre français*, Paris, 1948 ; Discours de remerciement à la séance de réception, *Comptes rendus mensuels des séances de l'Académie des Sciences coloniales*, t. 12, séance du 5-12-1952 ; *Grandeur et solitude de la France*, essai, Paris, Flammarion, 1956 ; *Avant que meure le dernier...*, Paris, Plon, 1958 ; *Nous n'irons plus au bois*, roman, 1960 ; *Tito*, Paris, Flammarion, 1961 ; *L'Hexagonie*, Paris, 1961 ; *Mission en Algérie*, Paris, Flammarion, 1962 ; *Une route plus large que longue*, Paris, 1965 ; *L'immortelle espérance* (Prix Clovis-Hugues de la Société des poètes français, 1964) ; *La révolution assasiniée, Hongrie 1956*, Paris, 1966 ; *L'attente sous les armes ou la drôle de guerre. Souvenirs et documents sur la Troisième République*, 1970. Nombreux poèmes publiés entre les deux guerres dans *Freie Presse*, *Dernières Nouvelles de Strasbourg*, *D'r Elsässer Kalender*, *La Maison de Socrate*.

Sources
ABR 98 AL, H11 ; *Freie Presse*

De la CFTC à la CFDT — 1964

L'évolution confédérale

L'adhésion de l'Alsace

Édité par François Igersheim, Jean Lecuir et François Uberfill



■ L'évolution au plan national

Jean Lecuir : Le Congrès de 1964 et la CFDT : quelques repères

Michel Dreyfus : L'unité d'action entre la CGT et la CFDT (janvier 1966–mai 1968)

Débat sur les deux premières communications

Les grands témoins : François Lagandré, Marcel Gonin

Frank Georgi : La naissance de la CFDT et la scission de 1964 : aspects nationaux

■ L'évolution en Alsace

François Igersheim : De la CFTC à la CFDT en Alsace : une évolution capitale pour le syndicalisme alsacien, pour la vie sociale et politique alsacienne

François Uberfill : Les Congrès régionaux des 15–16 mai 1965

Les grands témoins : Thomas Kipp, René Wenger

Le débat avec les participants

Documents, biographies et chronologie

Congrès de la CFTC en Alsace, 1963 : photographies

Un ouvrage de 204 pages

Réalisé pour le compte d'Almémos par BF éditeur, Strasbourg

ISBN 2-906995-78-9

Prix : 18 euros + 3 euros (port)

Prix de membre : 15 euros + 3 euros (port)

Bulletin de souscription

à renvoyer à l'association Almémos, 6, rue Daniel-Hirtz, 67000 Strasbourg

Nom Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

commande De la CFTC à la CFDT — 1964.

Date

Signature

(1924-1939); *Dernières Nouvelles de Strasbourg* des 20-11-1928, 18-2-1929, 8-1-1931, 29-1-1931, *Neue Welt* du 13-11-1931; *Neueste Illustrierte* du 29-11-193; *JAL* du 3-12-1931; *Strassburger Neueste Nachrichten* du 1-6-1932; *La Presse libre-Freie Presse*, Périgueux, 1939-1940; *Presse libre* (1944-1951); *Als.* du 7-6-1945; *L'Humanité d'Alsace* des 30 et 31-5-1946; *Honneur et Patrie* du 1-8-1947; *Compte rendu de l'administration de la ville de Strasbourg 1935-1945*, Strasbourg, 1948; Discours de réception du maréchal Juin, *Comptes rendus mensuels des séances de l'Académie des sciences coloniales*, t. XII, séance du 5-12-1952; *Dictionnaire biographique français contemporain*, Paris, 1954, p. 486-487; J. Fauvet, *La IV^e République*, Paris, 1959, p. 161, 196, 306, 308, 310, 365, 377, 406; G. Elgey, *La République des illusions*, Paris, 1965; T. Oppermann, *Le problème algérien*, Paris, 1961, p. 95-98; R. Naegelen, *Cette vie que j'aime*, 1964; V. Auriol, *Journal du Septennat 1947-1954*, 7 vol., Paris, 1970-1978, *index*; B. Deck, etc. *es élections municipales à Strasbourg 1945-1971*, Strasbourg, 1971; R. Quilliot, *La SFIO et l'exercice du pouvoir 1944-1958*, Paris, 1972 (en particulier p. 265-268, 435-437, 458-460, 486-487, 491, 499-500); E. Depreux, *Souvenirs d'un militant*; Paris, 1972; A. Sauvy, *De Paul Reynaud à Charles de Gaulle*, p. 186-187; *Bottin mondain*, 1973. P. J. Schaeffer, *L'Alsace et l'Allemagne de 1945 à 1949*, Metz, 1976; R. Verdier, *PS-PC, une lutte pour l'entente*, Paris, 1976, p. 207; C. Schneider, Au berceau de notre Société, *Annuaire de la Société des Écrivains d'Alsace et de Lorraine 1927-1977*, Strasbourg, 1977; *DNA* du 18-4-1978; A. Horne, *Histoire de la guerre d'Algérie*, Paris, 1980, p. 73, 204; C. Baechler, *Le Parti catholique alsacien*, Paris, 1982, p. 499, 541; Livet-Rapp, 4, 1982; M. Sadoun, *Les socialistes sous l'Occupation, Résistance et collaboration*, Paris, 1982; *EA*, 9, 1984, p. 5461-5463; J. Vaujour, *De la révolte à la révolution. Aux premiers jours de la guerre d'Algérie*, Paris, 1985; G. Pervillé, La « gestion radicale » de l'Algérie (1950-1955), *Cahiers d'Histoire*, Lyon, 1986, n°3-4, p. 275-276; J. Isorni, *Mémoires*, t. 2, Paris, 1986, p. 332-334; P. Eveno, J. Planchais, *La guerre d'Algérie*, Paris, 1990; B. Yvert (dir.),

SÉMINAIRE INTERNE DU 12 MARS 2005

9 h – 13 h

Institut des études politiques, amphi 318
47, avenue de la Forêt-Noire – Strasbourg

Le vote de gauche en Alsace

Le bureau d'Almemos a décidé d'organiser le 12 mars 2005 un séminaire de travail sur le vote de gauche en Alsace. Les travaux qui y seront menés devraient permettre de définir des axes de recherche et de réflexion pour le colloque de l'année 2006. Les intervenants auront pour objectif d'ouvrir des pistes soumises à la discussion. Pour permettre un large débat interne, le bureau a décidé que cette réunion serait restreinte aux membres de l'association et à petit nombre d'invités sollicités par lui. Nous espérons que vous viendrez nombreux et motivés, et que la formule fera ses preuves. Nous souhaitons que chacun se sente libre de formuler ses réflexions, de faire part de son expérience, d'orienter le questionnement à venir.

Ce séminaire sera donc plutôt une réunion de travail exploratoire qu'une succession d'exposés.

Nous pouvons compter sur la participation de Léon Strauss à propos des « petites gauches », sur celle d'Alfred Wahl concernant l'évolution de la notion de la gauche, sur celle de François Igersheim au sujet des votes sous la IV^e république, et sur celle de Françoise Olivier-Utard à propos des motivations actuelles des électeurs de gauche.

Le bureau a aussi décidé d'inviter, en guise de contrepoint à la discussion, Bernard Schwengler, qui a travaillé sur les élections récentes, et publié en 2003 *Le vote Front national: l'Alsace un cas particulier? Sociologie d'un vote complexe*, aux éditions Oberlin.

L'Alsace est-elle aussi un cas à part dans le vote de gauche?

Dictionnaire des Ministres (1789-1989), Paris, 1990, p. 827-828; Maitron, 37, 1990, p. 206-208; R. Paira, *Affaires d'Alsace, Souvenirs d'un préfet alsacien*, Strasbourg, 1990, p. 201, 221-222; C. Bourdet, *Mes batailles*, Ozoir-la-Ferrière, 1993, p. 39-40; P. Miquel, *La guerre d'Algérie*, Paris, 1993, p. 88-89; B. Vogler, *Histoire culturelle de l'Alsace*, Strasbourg, 1993, p. 404, 462; A. Irjud, La « désannexion », *SA*, n° 127, printemps 1995, p. 205-216; D. Badariotti, R. Kleinschmager, L. Strauss, *Géopolitique de Strasbourg*, Strasbourg, 1995, p. 37, 40-42, 45-48, 50-51, 80; Jacques Isnard, « Dès 1949, des mises en garde contre l'usage de la torture », *Le Monde* du 5-2-1999; J. Isnard, « L'armée française et la torture », *Le Monde* du 25-6-2000; A. Irjud, « Du rétablissement de la légalité républicaine au réveil politique », *Revue d'Alsace*, n° 130, 2004, p. 11-18.

Léon Strauss

COLLOQUE ANNUEL 2005

Le colloque annuel d'ALMÉMOS aura lieu en novembre 2005, sur un double thème:

Syndicalismes enseignants en Alsace-Lorraine, de 1919 à nos jours.

Statut scolaire et bilinguisme.

Ce colloque sera l'occasion de réunir des personnalités locales et nationales, des historiens et des témoins.

Il intéressera des collègues bien au-delà des forces de notre association. Nous espérons qu'il pourra cette fois encore donner lieu à une publication de qualité. Le prochain bulletin donnera toutes les informations utiles.

Adresses

almemos@yahoo.fr

Président

Léon Strauss
6, rue Daniel Hirtz
67000 Strasbourg
03 88 36 63 09
strastra@noos.fr

Secrétaire

Patrick Auzende
12, rue de Bienne
67000 Strasbourg
03 88 52 14 29
auzende@yahoo.fr

Trésorier

François Uberfill
195, rue du Rhin-Tortu
67100 Strasbourg
03 88 39 31 46
uberfill.francois@wanadoo.fr

Rédaction du bulletin

Françoise Olivier-Utard
18, rue de l'Observatoire
67000 Strasbourg
03 88 61 81 03
francoise.olivier-utard@gersulp.u-
strasbg.fr

Site Maitron

www.maitron.org

Gérant de la publication

Léon Strauss

Maquette et mise en page

Pierre Roesch, Strasbourg
pierreroesch@wanadoo.fr

Calendrier

12 mars 2005

Assemblée générale

**Institut d'Études Politiques,
47, avenue de la Forêt-Noire
à Strasbourg, amphi 318**

Samedi 12 mars 2005, de 8 h30 à 9 h.

Les membres d'Almemos et tous ceux qui désirent rejoindre notre association sont invités à participer à l'assemblée générale statutaire, qui se tiendra le samedi 12 mars, de 8 h 30 à 9 h.

Ordre du jour

- 1 Rapport d'activité par le président.
- 2 Rapport financier par le trésorier.
- 3 Élection du bureau.
- 4 Projets d'activités pour l'année 2005.

Seuls les membres de l'association à jour de leur cotisation pourront prendre part au vote.

Bien entendu, il sera possible sur place d'adhérer à ALMEMOS et de s'acquitter de la cotisation 2005 (15 euros, 30 euros pour les personnes morales).

N'oubliez pas votre carnet de chèques !

8

almémos

Bulletin d'adhésion

à renvoyer à l'association Almémos, 6, rue Daniel-Hirtz, 67000 Strasbourg

Nom Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

demande à adhérer à l'association Alsace Mémoire du Mouvement Social.

Le montant de la cotisation annuelle individuelle est de 15 euros
— 30 euros pour les personnes morales.

Date

Signature